



NOTRE AVIS SUR LE PROJET DE LA POLITIQUE DE LA VIE NOCTURNE

Mars 2023, Montréal

QUI SOMMES-NOUS?

Homegrown Harvest est un collectif événementiel basé à Montréal qui organise des soirées underground, soutient les talents locaux et développe la scène de la musique électronique de la ville depuis 2015. Notre équipe de base se compose de cinq employés à temps partiel et de six artistes résidents. Homegrown cherche à produire régulièrement des événements de qualité qui agissent comme un élément vital dans le circuit international de la musique danse tout en fournissant une plateforme fiable et accessible pour les artistes locaux. Notre programmation récente a inclus certains des DJ les plus respectés au monde. Nous avons organisé près de 80 événements au cours de nos 9 années d'existence.

Au fil des années, nous avons eu le plaisir de collaborer avec des institutions culturelles de premier plan telles que MUTEK, Piknic Électronik, Igloofest, et MTL 24/24. Travaillant souvent avec des lieux inédits, nous avons produit des événements dans de nombreux espaces emblématiques montréalais tels que : Espace Wilder (Les Grands Ballets Canadiens), La Toundra (Parc Jean Drapeau), Club Soda, Les Entrepôts Dominion, La Biosphère de Montréal, Hangar 1825, Bassin Peel, et la Société des arts technologiques, etc. Malheureusement, en raison de l'application des stigmates associés à la culture nocturne suite à des changements d'administration et à une inaction prolongée, plusieurs de ces lieux ont depuis institué des interdictions générales sur les activités festives nocturnes malgré leur statut d'institutions publiques.

CONTEXTE

Ce n'est un secret pour personne que Montréal est l'un des centres culturels d'Amérique du Nord, et la culture nocturne joue un rôle important dans le maintien de cette réputation. En plus de contribuer à la qualité de vie des résidents, la vie nocturne est un facteur majeur d'attraction et de rétention des étudiants, des artistes, des jeunes professionnels et des touristes. Il est donc primordial de ne pas non plus ignorer l'importance des innombrables possibilités d'emploi liées aux heures de la nuit.

Bien que les lieux et organisations plus “mainstream” jouent un rôle économique plus important, ces institutions sont alimentées de manière cruciale par les espaces culturels alternatifs de la ville. Ces espaces, tels que les petits lieux de diffusion et les événements de type underground (comme les nôtres), offrent des plateformes essentielles aux jeunes artistes, aux personnes marginalisées et aux créateurs expérimentaux. Pratiquement tous les artistes montréalais les plus reconnus mondialement ont lancé leur carrière dans ces espaces.

Ces dernières années, de nombreuses autres villes ont officiellement reconnu le rôle des espaces culturels alternatifs, allant même jusqu'à investir directement dans ces espaces. Par exemple, la ville de Berlin, mondialement connue pour sa vie nocturne, a fait de certaines de ses boîtes de nuit de longue date des monuments culturels. Même la municipalité d'Ottawa, longtemps considérée comme notre voisine endormie, soutient le développement d'un lieu de vie nocturne axé sur la communauté et les artistes émergents.

Avec près d'une décennie d'expérience dans l'organisation d'événements, nous pouvons affirmer avec confiance que le Montréal d'aujourd'hui - affecté par la triple menace de l'inflation, de l'embourgeoisement et les legs du COVID - est de moins en moins accueillant pour des organisations telles que la nôtre.

Nous ne demandons pas l'anarchie. Nous respectons toutes les règles et ne voulons jamais créer de nuisances. Tout ce que nous demandons, c'est une mise à jour sincère et réaliste de la réglementation montréalaise sur des sujets tels que le bruit, le zonage et les permis, afin de s'assurer qu'elle est fondée sur la logique et qu'elle reflète les besoins d'aujourd'hui.

Alors que de plus en plus de condominiums sont construits dans des zones qui étaient auparavant propices aux activités de la vie nocturne, et que de plus en plus de salles de spectacles ferment à cause des menaces susmentionnées, il devient de plus en plus difficile pour nous de proposer des événements abordables et financièrement viables à nos milliers d'abonnés.

En tant qu'organisation culturelle alternative active dans la vie nocturne, nous croyons qu'il y a quatre éléments principaux qui doivent figurer dans la politique finale de la vie nocturne afin de résoudre les problèmes susmentionnés :

1. Des zones qui soutiennent et protègent la vie nocturne
2. Des licences et des heures de service d'alcool plus flexibles
3. Un cadre clair, rationnel et mesurable régissant le bruit
4. Un guichet unique pour les questions sur la vie nocturne

1. DES ZONES QUI SOUTIENNENT ET PROTÈGENT LA VIE NOCTURNE

Nous saluons donc l'intérêt de la ville pour l'établissement de zones 24 heures sur 24 et de zones axées sur l'incubation de la vie nocturne. Nous demandons instamment à la ville de veiller à ce que de telles zones soient établies en dehors du quartier latin et du centre-ville. Les lieux existants sont limités et les prix élevés de l'immobilier rendent l'ouverture d'espaces culturels alternatifs inaccessibles, surtout pour les groupes marginalisés.

Nous pensons que des zones de vie nocturne devraient être créées dans les cinq arrondissements centraux. Cela permettrait non seulement à un plus grand nombre de citoyens nocturnes de profiter d'activités nocturnes dynamiques plus près de chez eux, mais cela pourrait également jouer un rôle dans la revitalisation des zones désaffectées de ces arrondissements.

Nous citerons l'exemple d'une ancienne zone post-industrielle, la partie du quartier Mile Ex située à l'ouest du Parc, qui, dans les années précédentes, a servi de centre vivant pour la culture émergente. L'agglomération de maisons de disques, de lieux de diffusion, de studios de production et de start-ups a créé un contexte fertile et géographiquement concentré pour la culture et l'innovation. C'est là que notre propre organisation a commencé ses activités. Parmi les nombreuses réussites provenant de ce moment culturel, on peut citer l'artiste canadienne Grimes, qui a lancé sa carrière ici et aujourd'hui est devenue l'une des artistes canadiennes les plus reconnues mondialement de la dernière décennie.

La création de zones de vie nocturne dotées de cadres réglementaires rationalisés dynamiserait la vie nocturne montréalaise, réduirait la stigmatisation de la culture nocturne, et aiderait à gérer les tensions liées à la cohabitation.

2. DES LICENCES ET DES HEURES DE SERVICE D'ALCOOL PLUS FLEXIBLES

Pour des raisons qui peuvent perplexer les plus diurnes d'entre nous, notre contexte culturel - la communauté de la musique électronique - favorise fortement les événements qui durent jusqu'aux heures du matin. Malgré la limite de 3 heures du matin pour la vente d'alcool qui est actuellement appliquée de manière générale, nous et beaucoup de nos homologues organisons régulièrement des événements qui se terminent plus tard.

Nous pensons que cette heure limite de 3 heures du matin est arbitraire et nuisible à plusieurs égards. Lorsque tous les bars et boîtes de nuit d'un même quartier ferment en même temps, les scènes de rue peuvent facilement devenir chaotiques et ingérables. Pour nos propres événements qui se terminent après 3 heures, nous devons nous précipiter pour éliminer tout alcool au moment le plus chargé de la nuit, ce qui est un défi logistique et stressant pour notre personnel. Cette fin arbitraire encourage également à la surconsommation puisque l'achat d'alcool n'est pas possible passée celle-ci.

Les membres de notre équipe ont été directement impliqués dans 3 événements qui se sont déroulés dans le cadre du projet pilote de la Ville de Montréal sur la dérogation aux heures de service d'alcool. Ces trois événements se sont très bien déroulés et ont même généré une couverture positive dans les médias provinciaux. Les revenus supplémentaires générés par nos ventes d'alcool après 3 heures, qui ont diminué de manière organique jusqu'à la fin de l'événement, nous ont permis d'investir davantage dans la sécurité, la programmation et de l'acquisition de ressources qui ont pu ensuite profiter à d'autres organisations.

Bien qu'il existe actuellement un processus de demande de dérogation, il est long et complexe, faisant perdre du temps et des ressources précieuses aux conseils municipaux. Actuellement, un délai de 90 jours est requis. Cela nous semble déraisonnable, car il est difficile de tout confirmer aussi longtemps à l'avance, du contrat de salle signé à la programmation artistique, en tant que petite organisation. En plus de tout ça, l'approbation du projet passe entre autres par le service de police qui se permet d'enquêter, de façon injustifiée, les artistes et les organisateurs ce qui provoque des délais supplémentaires.

Un plus grand nombre de licences nocturnes devraient également être accordées aux établissements stables et bien établis. Il n'en existe actuellement qu'un seul, Stereo Montréal. Bien que nous ayons le plus grand respect pour le travail réalisé par Stereo, il n'est clairement pas idéal qu'il y ait un monopole à cet égard.

Nous croyons fermement que les horaires des services d'alcool doivent être flexibles et varier selon les différents événements et lieux afin de répondre aux divers besoins des usagers de la vie nocturne. Cela aidera financièrement les organismes culturels alternatifs, améliorera les expériences événementielles pour les clients et le personnel et consolidera davantage le rôle de Montréal en tant que leader de la vie nocturne en Amérique du Nord. Une telle flexibilité nous rapprocherait davantage des autres capitales de la culture nocturne comme Berlin et Tokyo.

3. UN CADRE CLAIR, RATIONNEL ET MESURABLE RÉGISSANT LE BRUIT

La musique live fait du bruit, comme bien d'autres activités qui font partie intégrante du paysage urbain : la circulation, la construction, etc. Comme dans le cas de ces deux dernières, un cadre réglementaire clair doit être mis en place pour équilibrer les besoins des différents citoyens. Après tout, nous ne sommes pas à la campagne et il est très difficile d'insonoriser complètement un lieu au point qu'on n'entende absolument rien de l'extérieur. Alors pourquoi ne pas établir un cadre où la capacité de faire un certain niveau de bruit est tolérée à certaines distances ? Pourquoi ne pas donner une limite concrète et mesurable en décibels au lieu d'y aller à l'aveugle?

De plus, Montréal devrait adopter et mettre en œuvre sans délai le principe de l'agent de changement. Ce cadre de bon sens place la responsabilité de s'adapter aux changements dans un environnement sur l'acteur qui le cause les changements. Par exemple, si une nouvelle salle de spectacle souhaite ouvrir dans une zone mixte, elle modifie l'environnement et doit donc prendre des mesures pour ne pas déranger les résidents existants. À l'inverse, si un développeur souhaite construire une unité résidentielle à proximité d'une salle de spectacle préexistante, il lui incombe de s'assurer que son unité est adéquatement insonorisée et que ses locataires sont bien informés.

Ce principe réduit les tensions et la confusion liées à la cohabitation, tout en protégeant la riche mosaïque montréalaise de petits et moyens lieux de diffusion. Le principe de l'agent de changement a été adopté dans des villes petites et grandes, notamment à Toronto et à Londres (Royaume-Uni).

4. UN GUICHET UNIQUE POUR LES QUESTIONS SUR LA VIE NOCTURNE

Le réseau de lois, de politiques et de ressources associés à la vie nocturne à Montréal est complexe et difficile à naviguer. Cela s'explique en partie par le fait que la vie nocturne ne peut pas être regroupée sous un seul service : culturel, économique, etc. Le concept est trop vaste et unique pour être limité de cette manière.

Montréal a besoin d'un bureau de la vie nocturne qui fonctionne comme un guichet unique pour les organismes culturels, les citoyens et l'industrie. Il lui faut un maire ou un commissaire de la nuit qui rende compte directement à l'administration centrale, comme c'est le cas dans des dizaines de villes à travers le monde. Non seulement un tel modèle simplifierait grandement la vie des usagers et des organisateurs de la vie nocturne montréalaise, mais il contribuerait également à assurer une mise en œuvre efficace de la politique de la vie nocturne dans les différents arrondissements. Ce bureau pourrait également gérer une liste d'espaces publics ou privés bien adaptés à l'utilisation d'activités nocturnes.

Lorsqu'on recherche une propriété dans laquelle ouvrir un nouveau lieu de diffusion, il faut naviguer soigneusement dans le système de zonage obscur, où une salle de réunion et une salle de réception ont des implications d'usage très différentes (bien que les définitions précises ne soient pas accessibles au public). Les cadres de zonage varient également beaucoup d'un arrondissement à l'autre, et il faut souvent prendre rendez-vous avec un bureau spécialisé pour obtenir les informations les plus élémentaires. Un bureau de la vie nocturne pourrait fournir un simple guide et une carte des zones dans lesquelles des espaces de culture nocturne pourraient être développés, contribuant ainsi à inverser la tendance inquiétante des petits lieux de diffusion fermant les uns après les autres.

La ville de New York a récemment adopté un modèle de politique publique selon lequel elle s'engage à devenir une « ville du oui » (“City of Yes”). Il est important de noter que les autorités municipales agissent comme facilitateurs culturels, plutôt que comme des freins au développement de nouveaux projets de vie nocturne. Cela implique également une simplification des lois souvent dépassées régissant le zonage et l'usage des lieux de diffusion.

Au contraire, même si nous nous efforçons de respecter toutes les exigences réglementaires, nous rencontrons souvent des obstacles absurdes et imprévisibles de la part des autorités municipales. À plusieurs reprises, lors du processus de demande de permis de réunion, nous avons été confrontés à des demandes de documentation supplémentaire très exigeantes à la dernière minute, malgré le respect des délais de notre part et l'absence de toute tâche à notre dossier. La raison invoquée est que nos événements impliquent de la musique électronique, donc des protocoles spéciaux sont requis. Cette résistance inexplicable semble aléatoire et discriminatoire, étant donné que nous avons travaillé avec les permis de réunion sans incident pendant des années et que le seul critère évoqué est la nature de la culture elle-même. Cette stigmatisation se ressent encore plus souvent dans nos interactions avec les gestionnaires des lieux publics lorsqu'on propose des projets événementiels. Même si nous allons au-delà des exigences en répondant à toutes les préoccupations communiquées et en fournissant des plans de sécurité détaillés, nous recevons souvent un « non » sans aucune explication.

Un bureau central spécialisé dans les questions de vie nocturne serait mieux adapté pour traiter les questions nocturnes et contribuerait à rendre les exigences réglementaires plus transparentes et plus faciles à comprendre (et à suivre). Pourquoi ne pas faire de Montréal une « ville du oui » ?

CONCLUSION

La culture alternative et la vie nocturne font depuis longtemps partie des éléments qui font de Montréal une ville si spéciale et dynamique. Pendant trop longtemps, les administrations en place se sont vantées de celle-ci sans jamais la faciliter, bien au contraire. Le moment est venu de mettre en place des réformes intelligentes et innovantes pour préserver cette identité et la mettre à jour. Avec une approche ambitieuse et flexible, une politique de la vie nocturne pourrait atteindre cet objectif, tout en garantissant les besoins. Nous exprimons notre gratitude à tous les fonctionnaires, décideurs et groupes communautaires qui contribuent à faire avancer cette importante mission et nous encourageons les différentes personnes impliquées à ne pas prendre la culture nocturne, qui fait partie de l'ADN même de Montréal, pour acquis.